Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 411

Titelseiten

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine public

411

J.A. 1000 Lausanne 1
Hebdomadaire romand
No 411 16 juin 1977
Quatorzième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 48 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley

L'Etat en question

La campagne qui a précédé le vote sur le paquet financier a révélé, comme jamais, une crise de méfiance à l'égard de l'Etat.
Peut-il s'agir d'autre chose que de méfiance, quand un projet de gouvernement, soutenu très largement par le Parlement, ayant reçu l'approbation des Cantons, est désavoué aussi nettement par le peuple, d'un bout à l'autre de la Suisse, à une exception près.
Si, dans toutes les motivations de vote, on décompte le refus des paysans, des cafetiers, des vignerons, des coiffeurs, celui des « Neinsager » de tempérament, pour ne prendre que ces catégories-là de citoyens mécontents, il reste, au-delà de la question financière qui était posée et de la technique fiscale, un refus de l'Etat, y compris chez des citoyens qui, professionnellement, lui appartiennent.
Ces attitudes peuvent assez facilement être typées. On observe, bien sûr, une méfiance de droite. L'Etat dépense trop. La fiscalité est trop lourde. Parfois l'accent est mis sur la défense du fédéralisme. Le plus souvent, les milieux économiques tirent les ficelles, mais la portée populaire de cet anti-étatisme-là est incontestable.
Les socialistes, ce fut très frappant dans cette campagne, se sont faits les défenseurs de l'Etat. Il protège les faibles; il redistribue les revenus; il soutient la vie économique, etc. Les socialistes tendaient à identifier Etat et Etat social...
Il y avait enfin un anti-étatisme d'extrême-gauche. Les formules donnaient quelque chose comme : l'Etat capitaliste n'est pas le nôtre, l'Etat des trusts ne nous concerne pas, nous ne sommes pas responsables de... etc.
La confusion est prodigieuse. La droite critique l'Etat (cette critique étant exercée même par des magistrats en situation majoritaire, dénonçant par exemple le « socialisme administratif ») et une partie de la gauche dénonce cet Etat, comme étant celui de la droite.
On pourrait se contenter de constater cette assez large démissionnite.
Mais il est clair aussi que le rôle de l'Etat doit être analysé au-delà des simplismes du type, l'Etat c'est les technocrates, ou l'Etat c'est Ciba-Geigy. Il s'agit en fait d'une institution ayant son idéologie, à l'intérieur de laquelle s'affrontent, pour l'obtention d'une part budgétaire prépondérante, d'autres institutions, telle l'institution scolaire, universitaire, la recherche, la médecine, la police, l'armée, les transports, la paysannerie, et ainsi de suite.
La lacune théorique fondamentale qui est apparue lors de cette campagne, c'est l'absence d'une analyse critique du rôle des institutions à l'intérieur de l'Etat. Non seulement en fonction de leur coût, mais de leur contenu idéologique.
Cette critique-là permettrait d'échapper aux simplifications extrêmes : « L'Etat, c'est la répression » ou « L'Etat c'est la redistribution ».
C'est bien un des sujets essentiels qu'il nous faudra, ici, développer.

A chacun son peuple

Au lendemain du rejet de la TVA, le peuple suisse allait balayer tous ces fonctionnaires inutiles, le peuple suisse allait rompre avec l'Etat bourgeois coupable de lui avoir suggéré une fiscalité anti-sociale, le peuple suisse allait réclamer des économies à tous crins pour équilibrer le budget de la ménagère fédérale. Mouvements xénophobes, extrême-gauche et extrême-droite tiraient chacun de leur manche un peuple suisse à leur convenance. A chacun son peuple suisse; mais la majorité de « non » issue du scrutin ne se retrouvera sur aucun projet positif. Et devant l'insistance de la droite à réclamer des économies, s'imposeront une fois de plus les rapports de force traditionnels.
Le Conseil fédéral, et plus particulièrement le radical vaudois Chevallaz, spécialement concerné,

● **FIN EN DERNIÈRE PAGE**